



**Sivom du  
littoral des Maures**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **Marché public de Services**

#### **Etude diagnostique du réseau d'assainissement collectif – Mise à jour du schéma directeur en cours**

**Personne publique :**

SIVOM DU LITTORAL DES MAURES  
145 CHEMIN DES ESSARTS  
83240 CAVALAIRE-SUR-MER

**Pouvoir adjudicateur :** Monsieur le Président

**Signataire du Marché :** Monsieur Philippe LEONELLI,

**Ayant reçu délégation par :** Délibération n°2020-05-03-23 en date du 25 juin 2020

**Mode de passation et forme de marché :** marché passé selon la procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-4 du Code de la Commande Publique. La technique d'achat est l'accord cadre à bons de commande mono attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

**Code CPV :** 71241000-9

**Code NUTS :** FRL05

**Imputation comptable :** budget assainissement

**Ordonnateur :** Monsieur le Président

**Comptable public assignataire des paiements :** Madame la trésorière principale, Trésorerie de Fréjus, 92 rue de l'Esterel CS 10 111 83608 FREJUS CEDEX.

**Personne habilitée à fournir les renseignements des articles R 2191-60 à R. 2191-62 :** Madame Pascale BAUMARD, 04 94 00 46 27, [compta@sivom-littoraldesmaures.org](mailto:compta@sivom-littoraldesmaures.org)

**Date et heure limites pour la remise des offres :**

**7 juillet 2025 à 12 h00**

**L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres devront être remises sous forme dématérialisée sur la plateforme <https://www.marches-securises.fr>  
Aucune offre papier ne sera acceptée,  
Aucune offre envoyée par mail ou sur support électronique ne sera acceptée.**

## *S O M M A I R E*

1. Acheteur public
  - 1.1. Nom et adresse de l'acheteur public
  - 1.2. Pouvoir adjudicateur
2. Objet de la consultation
  - 2.1. Objet et étendue de la consultation
  - 2.2. Décomposition en lots – tranches
  - 2.3. Date d'effet et durée du marché
3. Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique
  - 3.1. Mode de passation
  - 3.2. Technique d'achat
  - 3.3. Variantes – Prestations Supplémentaires Eventuelles
  - 3.4. Délai de validité des offres
  - 3.5. Modalités essentielles de financement et de paiement
4. Dossier de consultation
  - 4.1. Contenu du dossier de consultation
  - 4.2. Visite sur site
  - 4.3. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
  - 4.4. Modification de détail du dossier de consultation
  - 4.5. Renseignements complémentaires
5. Conditions de participation
  - 5.1. Candidat individuel
  - 5.2. Groupement d'opérateurs économiques
6. Présentation de la candidature
  - 6.1. Présentation de la candidature
  - 6.2. Utilisation du formulaire DUME
  - 6.3. Accès de l'acheteur aux documents justificatifs et moyens de preuve
  - 6.4. Moyens de preuve alternatifs des capacités du candidat
  - 6.5. Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques
  - 6.6. Sous-traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre
7. Présentation de l'offre
8. Sélection des candidatures et jugement des offres
  - 8.1. Concernant les candidatures
  - 8.2. Concernant les offres
  - 8.3. Offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées
  - 8.4. Négociation portant sur tout élément de l'offre
9. Pièces à fournir par le candidat retenu, chaque membre du groupement et chaque sous traitant
10. Conditions de remise des offres

## 11. Recours

11.1. Instance chargée des procédures de recours

11.2. Introduction des recours

11.3. Médiation

Annexe relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation

## **1 – ACHETEUR PUBLIC**

### **1.1 Nom et adresse de l'acheteur public**

SIVOM DU LITTORAL DES MAURES  
145 CHEMIN DES ESSARTS  
83240 CAVALAIRE-SUR-MER

### **1.2 Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est le Sivom du littoral des maures représentée par son Président.

## **2 – OBJET DE LA CONSULTATION**

### **2.1. Objet et étendue de la consultation**

La présent marché pour objet de produire un diagnostic, de définir les solutions techniques d'aménagement et un programme de remise en état des ouvrages d'assainissement collectif, afin d'éliminer un maximum d'eaux claires parasites de temps sec, de ressuyage et de temps de pluie.

L'étude sera faite en 4 phases.

Le détail des prestations est indiqué dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **2.2. Décomposition en lots – Tranches**

Sans objet

### **2.3. Date d'effet et durée du marché**

Le marché prend effet à la date de réception de la notification par le titulaire. L'envoi de la notification en e-LR avec AR se fera sur la plateforme de dématérialisation [\*\*https://www.marches-securises.fr\*\*](https://www.marches-securises.fr).

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage d'exécution du marché.

La durée de la période d'exécution du marché est de 12 mois.

### **3 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

Tous les échanges sont dématérialisés sur le profil d'acheteur <https://www.marches-securises.fr> :

- mise à disposition des documents de la consultation (DCE),
- les questions et réponses entre le SIVOM du Littoral des Maures et les candidats,
- la réception des candidatures et des offres,
- la notification du marché.

Les candidats sont fortement invités à s'inscrire avec une adresse électronique valide et régulièrement consultée sur le profil d'acheteur <https://www.marches-securises.fr> pour être tenus informés de toute modification éventuelle du dossier en cours de consultation ou de toute réponse apportée à la question d'un candidat. Cette invitation concerne particulièrement les candidats abonnés à un moteur de recherche, ainsi que les retraits de dossier en mode anonyme.

#### **3.1. Mode de passation**

Le marché est passé selon la procédure adaptée, en application de l'article L.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

#### **3.2. Technique d'achat**

La présente consultation est un marché ordinaire, qui ne requiert aucune technique d'achat particulière.

#### **3.3. Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles**

Le dossier de consultation comporte une solution de base. Les candidats devront répondre à cette solution de base.

Les variantes ne sont pas autorisées (article R 2151-8 du Code de la Commande Publique).

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles dans le cadre de la consultation.

#### **3.4. Délai de validité des offres**

Les candidats sont liés par les offres qu'ils ont déposées jusqu'à l'expiration de leur délai de validité. Ils ne peuvent donc ni les retirer ni leur en substituer de nouvelles pendant ce délai.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres mentionnée sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

#### **3-5-Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées selon les règles de la comptabilité publique et financées par le budget propre du SIVOM du Littoral des Maures.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes selon les dispositions des articles R.2192-10 et suivants du code de la commande publique.

## **4 – DOSSIER DE CONSULTATION**

### **4.1. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation (liste des pièces fournies au candidat par l'acheteur) comprend les documents suivants :

- Le règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)/ Devis Quantitatif Estimatif (DQE)

### **4.2. Visite sur site**

Aucune visite sur site n'est prévue.

### **4.3. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la Commande Publique, le dossier de consultation du présent marché est gratuitement mis à disposition sur la plate-forme de dématérialisation **<https://www.marches-securises.fr>**

Aucun dossier papier ne sera remis ou envoyé par courriel.

### **4.4. Modification de détail du dossier de consultation**

La Collectivité se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

De fait, les candidats sont invités à s'inscrire sur **<https://www.marches-securises.fr>** avec **une adresse mail valide et régulièrement consultée** afin d'être tenus informés des modifications éventuelles du DCE apportées par l'acheteur.

#### **4.5. Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire ou tout échange concernant la consultation en cours, les candidats poseront exclusivement leurs questions sur le profil d'acheteur <https://marches-securises.fr>. La réponse de fera sur marché sécurisé et sera publique.

Les réponses seront communiquées, au plus tard, 8 jours avant la date limite de réception des offres.

### **5 – CONDITIONS DE PARTICIPATION**

#### **5.1. Candidat individuel**

Les candidats ont la possibilité de soumissionner individuellement.

#### **5.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les groupements momentanés d'entreprises sont autorisés. Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Dans le cas de groupements, l'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera **solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

En application de l'article R.2151-7 du Code de la Commande Publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements.

### **6 – PRESENTATION DE LA CANDIDATURE**

#### **6.1. Présentation de la candidature**

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

Tous les documents signés le cas échéant devront l'être par une personne habilitée à engager le candidat, avec indication du nom et de la qualité du signataire.

**Les candidats prendront soin de noter chacune des pièces de leur candidature (pièce n°1...).**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et pouvant être signées à ce stade:

➤ <u>Renseignements concernant la situation juridique des opérateurs économiques :</u>	
<b>Pièce n°1/</b> Lettre de candidature permettant d'identifier la ou les personnes habilitées à engager la société et justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 10 du CCP notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ou <b>formulaire DC1</b> ou équivalent. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le <b>même</b> formulaire DC1 et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur. La lettre de candidature sera accompagnée, le cas échéant, des documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager la société	A produire
➤ <u>Renseignements concernant la capacité économique et financière du soumissionnaire :</u>	
<b>Pièce n°2/</b> Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ou <b>formulaire DC2</b> joint. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement remplit un DC2 individuel.	A produire
<b>Pièce n°3/</b> Attestation d'assurance responsabilité des risques professionnels à jour pour le candidat individuel ou pour chacun des co-traitants en cas de groupement (Article R 2142-12).	A produire
➤ <u>Renseignements concernant la capacité technique et professionnelle :</u>	
<b>Pièce n° 4/</b> Le candidat ou les membres du groupement atteste(nt) de ses capacités techniques et professionnelles en annexant au formulaire DC2 une <b>liste des prestations similaires exécutées</b> au cours des cinq dernières années, appuyée <b>d'attestations de bonne exécution</b> pour les prestations les plus importantes. Le cas échéant afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, le candidat pourra fournir une liste de plus de cinq ans.	A produire
<b>Pièce n°5/</b> le candidat ou les membres du groupement produit(sent) une déclaration indiquant ses effectifs moyens annuels et l'importance de son personnel d'encadrement pendant les trois dernières années	A produire
<b>Pièce n°6/</b> le candidat ou les membres du groupement produit(sent) une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont il dispose pour la réalisation du marché public.	A produire

**6.2. Utilisation du formulaire DUME**



En application de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (**DUME**), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la Commande Publique et téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents demandés.

En cas de groupement momentané d'entreprises, **chaque entreprise membre du groupement** remettra un Document Unique de Marché Européen et les documents demandés.

En cas de sous-traitance, **chaque sous-traitant aux capacités desquelles le candidat a recours remettra un Document Unique de Marché Européen et les documents demandés.**

Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, le Document Unique de Marché Européen remis par le candidat devra être rédigé en langue française.

### **6.3. Accès de l'acheteur aux documents justificatifs et moyens de preuve**

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations (lien et mot de passe) nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. L'identification de ces systèmes et des informations associées seront mentionnées lisiblement **sur le formulaire DC2.**

Conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la Commande Publique, l'acheteur prévoit que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il est demandé aux candidats d'indiquer de manière précise les références de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis.

### **6.4. Moyens de preuve alternatifs des capacités du candidat**

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur au titre de sa candidature, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

### **6.5. Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques**

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques **quelque soit la nature juridique** des liens qui l'unissent à ces opérateurs. La partie H du formulaire DC2 du soumissionnaire sera remplie en mentionnant ces opérateurs.

Le soumissionnaire apportera la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public par un engagement écrit.

Tout élément relatif à la capacité technique et professionnelle de l'opérateur auquel il est fait recours sera joint au dossier.

#### **6.6. Sous traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre**

Le titulaire d'un marché public peut, dans les conditions prévues par l'article L. 2193-3 du Code de la Commande Publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public .

Lorsque la demande intervient au moment du dépôt de l'offre, le **formulaire DC4** mis à jour au 01/04/2019 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire à l'acheteur au moment du dépôt de l'offre.

**Le sous traitant joint au formulaire DC 4 les pièces demandées au titre de la capacité technique et professionnelle de l'article 4.3.**

### **7 –PRESENTATION DE L'OFFRE**

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de l'offre par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française. Les offres des candidats seront exprimées en euros.

Les candidats devront produire un dossier complet, comprenant les pièces indiquées au présent article, datées et pouvant être signées à ce stade:

**Les candidats prendront soin de noter chacune des pièces de leur offre.**

<b>Pièce n° 7</b>	L'Acte d'Engagement dûment <b><u>complété et daté</u></b>	A produire
<b>Pièce n° 8</b>	Le BPU/DQE dûment <b><u>complété et daté</u></b>	A produire
<b>Pièce n°9</b>	Le Cahier des Clauses techniques particulières <b><u>daté et signé</u></b>	A produire

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix reportées à l'acte d'engagement (total général) prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence.

### **8 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

## **8.1.Concernant les candidatures**

Seuls sont ouverts électroniquement les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

La sélection des candidatures se fera au regard des éléments suivants : « **La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats** » conformément aux articles R 2144-1 et R 2144-3 du code de la commande publique.

### **Demande de complément de candidature :**

L'article R. 2144-2 du Code de la Commande Publique prévoit la faculté pour le pouvoir adjudicateur de demander aux candidats de compléter les dossiers, dans l'hypothèse où certaines pièces n'auraient pas été transmises. Le délai laissé aux candidats ne saurait être supérieur à 5 jours calendaires.

Toutefois, s'agissant d'une simple faculté pour le pouvoir adjudicateur, il est vivement conseillé aux candidats, afin de ne pas risquer de voir leurs candidatures rejetées, de fournir des dossiers complets.

## **8.2. Concernant les offres**

Le jugement définitif sera effectué à partir des critères pondérés suivants :

- Prix des prestations : 40 %
- Valeur technique des prestations : 60 %

### **Le prix des prestations sera noté sur 10 points pondéré à 40 % :**

Note pondérée du prix sur 10 points :  $\text{Note A} = (\text{prix le plus bas PO} / \text{prix du candidat PA}) \times 10$ .

Note A : note affectée à l'entreprise examinée

PO : prix moins disant

PA : prix de l'entreprise

La Note A sera ensuite pondérée à 40 %.

### **La valeur technique sera notée sur 10 pondérée à 60 %** concernant les éléments de critères méthodologiques suivants :

- Les techniques employées : 3 points
- La formation des agents aux techniques employées : 3 points
- Les exemples de réalisation, soit déjà effectués soit des exemples de cas théoriques : 4 points

Note pondérée de la valeur technique sur 10 points :  $\text{Note B} = (\text{valeur technique la plus haute T0} / \text{valeur technique du candidat TB}) \times 10$ .

Note B : note affectée à l'entreprise examinée

T0 : valeur technique de l'entreprise mieux disante

TB : valeur technique de l'entreprise

La Note B sera ensuite pondérée à 60 %.

### **8.3. Offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées**

Conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la Commande Publique, concernant l'examen des offres, les offres inappropriées sont éliminées.

Conformément à l'article R. 2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles. Le délai laissé aux candidats ne saurait être supérieur à 5 jours calendaires.

### **8.4. Négociation portant sur tout élément de l'offre**

L'acheteur se réserve également la faculté d'engager des négociations avec l'ensemble des soumissionnaires. Ces négociations peuvent porter sur tout élément de l'offre, y compris le prix. Ces négociations se feront par courriel.

L'acheteur peut également décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

## **9 – PIÈCES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU, CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT ET CHAQUE SOUS TRAITANT**

Si les pièces du marché public n'ont pas été signées par le soumissionnaire au moment du dépôt de l'offre, **la signature de celles-ci interviendra au stade de l'attribution du marché.**

En application de l'article R. 2144-3 du Code de la Commande publique, la production des documents et informations cités ci-dessous ne sera exigée que du candidat / membre du groupement / sous traitant auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Ils devront alors être fournis dans le délai de 5 jours calendaires.

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143.10 du Code de la Commande Publique, les pièces justificatives suivantes devront être produites:

<b>Pièce n° 10/ Une déclaration sur l'honneur datée et signée</b> attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4	A produire
<b>Pièce n° 11/</b> Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents suivants : <b>1° L'impôt sur le revenu,</b> <b>2° L'impôt sur les sociétés,</b> <b>3° La taxe sur la valeur ajoutée.</b> Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts susvisés est délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.	A produire
<b>Pièce n° 12/</b> l'attestation mentionnée à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.	A produire

Cette attestation est également délivrée pour les cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès dues par les membres des professions libérales visés aux articles L.640-1 et L.651-1 du code de la sécurité sociale, par les organismes visés aux articles L. 641-5 et L.652-1 du code de la sécurité sociale.	
<b>Pièce n° 13/</b> La production d'un document tel que : Extrait du registre pertinent, tel qu'un <b>extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 de moins de 3 mois</b> ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion	A produire
<b>Pièce n°14/</b> certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires.	A produire
<b>Pièce n° 15/</b> Le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12 en cas de détachement de travailleurs, D.8222-5 ou D. 8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. <b>Liste nominative des salariés étrangers employés.</b>	A produire le cas échéant
<b>Pièce n° 16/</b> Lorsque le candidat est en <b>redressement judiciaire</b> , il produit la copie du ou des jugements prononcés ainsi qu'une copie du jugement arrêtant le plan de redressement (CAA Bordeaux 14BX01718).	A produire le cas échéant
<b>Pièce n° 17/ Attestation de pouvoir de signature</b> pour le signataire ou documents habilitant le signataire de l'offre, si celui-ci n'apparaît pas nominativement sur l'extrait K-Bis.	A produire le cas échéant
<b>Pièce n° 18/</b> En cas de groupement d'opérateurs économiques et de signature de l'acte d'engagement par le mandataire, <b>un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.</b>	A produire le cas échéant

Afin de faciliter le processus d'attribution, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les éléments au stade du dépôt de leur pli.

Par ailleurs, l'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait qu'un candidat se livrant à de fausses déclarations encourt les peines prévues par l'article 441-1 du code pénal, pour faux ou usage de faux.

## **10 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES**

**Article R2151-6 du Code de la Commande Publique** : Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidatures et les offres **doivent obligatoirement être transmises par voie électronique**, sur le profil d'acheteur uniquement à l'adresse suivante : <https://marches-securises.fr> permettant d'en garantir la confidentialité et la traçabilité. Hotline : 04 92 90 93 27.

Un guide « Entreprise réponse électronique » est joint au Dossier de Consultation.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB ou courriel...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le seul référentiel de temps valable pour la fin de la période de consultation est l'heure indiquée sur la plate-forme informatique de dématérialisation.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la remise des offres de manière dématérialisée prend du temps. Aussi, le soumissionnaire est invité à déposer son offre le plus tôt possible et non au dernier moment.

L'envoi électronique donnera lieu à un accusé de réception envoyé à l'adresse électronique fournie lors de son enregistrement par le soumissionnaire.

Les offres dématérialisées qui seraient transmises ou dont l'accusé de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas prises en compte.

Pour garantir la confidentialité des candidatures, les offres seront chiffrées par le biais de la plateforme informatique de dématérialisation.

Toutefois, parallèlement à l'envoi électronique, les opérateurs économiques pourront faire parvenir à l'acheteur une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD Rom, DVD Rom, clé USB ...) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ». Cette copie doit parvenir avant l'heure et la date limite de réception des plis.

Cette copie de sauvegarde pourra, notamment, être ouverte en cas de défaillance du système informatique (qui supporte la dématérialisation) ou lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans le document électronique transmis par l'opérateur économique.

Le profil d'acheteur <https://marches-securises.fr> s'utilise au travers de n'importe quel navigateur sans installation d'aucun logiciel sur l'ordinateur. En revanche, il est recommandé d'utiliser une connexion haut débit pour plus de confort.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Dans le cas où le soumissionnaire souhaiterait signer électroniquement son offre, la signature doit être conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

En cas de virus lors de la transmission de l'offre du soumissionnaire et si aucune copie de sauvegarde n'a été transmise, le pouvoir adjudicateur, se réserve le droit de demander à l'opérateur économique de renvoyer sa candidature et son offre.

Après attribution, les candidats sont informés que l'acte d'engagement électronique retenu sera transformé en acte d'engagement papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

## **11 – RECOURS**

### **11.1. Instance chargée des procédures de recours**

Le Tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Toulon, sis 5 rue racine – CS 40510 – 83041 Toulon Cedex 9 (tél. : 04 94 42 79 30 ; fax : 04 94 42 79 89 ; fax : 04 94 24 89 76 (greffe des procédures d'urgence et des reconduites à la frontière) ; [greffe.ta-toulon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulon@juradm.fr); <http://toulon.tribunal-administratif.fr>) Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **11.2. Introduction des recours**

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit avant la date de signature du contrat en application des dispositions des articles L. 551-1 suivants du Code de Justice Administrative.
- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L. 551-13 du Code de Justice Administrative après la date de signature du contrat et dans un délai de 31 jours à partir de la publication d'un avis d'attribution du contrat et de 6 mois après la conclusion du contrat en absence de publication d'un avis d'attribution.
- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté, en application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative.
- Une requête introductive d'instance dans les formes prévues à l'article R.411-1 du CJA et dans le délai de 2 mois à compter de la parution de l'avis d'attribution du marché public. A défaut de

cette publicité, le délai ne commence pas à courir et le recours peut être introduit sans condition de délai.

### **11.3. Médiation**

➤ **Mission de conciliation :**

Le Tribunal administratif de Toulon peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L.211-4 du Code de Justice de Administrative.

➤ **Différends liés exclusivement à l'exécution du marché :**

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics de Marseille

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales

CCIRA de Marseille, Place Félix Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE CEDEX 06

Secrétariat du Comité : Catherine PIETRI, [catherine.pietri@paca.gouv.fr](mailto:catherine.pietri@paca.gouv.fr)

Tél. 04 84 35 45 54 / 06 48 06 62 74, Fax : 04 84 35 44 60.



**A qui s'adresse marches-securises.fr ?**

Aux entreprises qui souhaitent répondre à une consultation et, pour ce faire, souhaitent récupérer le DCE et déposer leur offre.

**Faut-il être « abonné » pour utiliser marches-securises.fr ?**

Il est fortement conseillé de se créer un espace privé pour télécharger les DCE. Ainsi le Pouvoir Adjudicateur pourra vous contacter au cas où, postérieurement à la publication initiale du DCE, des modifications étaient apportées ou des réponses à des questions de soumissionnaires apportées.

**Quel matériel faut-il pour utiliser marches-securises.fr ?**

Un ordinateur connecté sur Internet ; marches-securises.fr s'utilise au travers de n'importe quel navigateur sans installation d'aucun logiciel sur l'ordinateur. En revanche, il est recommandé d'utiliser une connexion haut débit pour plus de confort. Enfin, les pièces que vous téléchargerez sont compressées (format .zip), votre ordinateur doit être équipé d'un outil de décompression (c'est une fonction standard intégrée à Windows XP, Vista et Seven).

**Combien coûte marches-securises.fr ?**

Le téléchargement des DCE et le dépôt des offres sont gratuits.  
L'envoi de réponses par voie électronique, via marches-securises.fr, est gratuit.  
L'abonnement aux alertes par e-mail pour ce qui concerne les annonces publiées sur marches-securises.fr est gratuit.

**Quels sont les avantages pour les entreprises ?**

Gain de temps : avec marches-securises.fr plus besoin de se déplacer pour récupérer le DCE.  
Plus de ressaisies : avec marches-securises.fr, vous disposez tout de suite des pièces sous format électronique que vous pouvez directement utiliser pour commencer à élaborer votre réponse.

**Quelles sont les performances lors du téléchargement de documents ?**

Comme tout service accessible par l'Internet, son usage est d'autant plus rapide et facile que votre connexion à l'Internet est de bonne qualité. Le téléchargement de certains documents (plans notamment) peut prendre plusieurs minutes.

**Sous quels formats les documents sont-ils disponibles ?**

En général, les documents qui ne sont pas appelés à être complétés sont fournis en format PDF. Les documents qui sont appelés à être complétés sont en général fournis sous un format qui vous permettra de travailler directement dans le document (ex. : .doc pour les actes d'engagement, .xls pour les bordereaux de prix ou les détails estimatifs). Les plans sont souvent au format PDF ou sinon ils sont fournis en formats .dwg, .dxf ou .dwt compatibles avec la plupart des logiciels de DAO du marché.

**Faut-il posséder une clé de signature électronique pour utiliser marches-securises.fr ?**

Disposer d'une clé de signature électronique n'est pas indispensable à l'heure actuelle.